

[Text]

Mr. Lang: I am doing that.

Mr. Alexander: All right.

Mr. Lang: This section has nothing to do with that other question. In any case, let me say to you that I do not agree with the legal statement that what was done here is unique. I happen to believe it is a legal conclusion rather than a conclusion of fact. Every situation is unique in the sense that it relates to a special situation, a special day, a special month; in that same sense it is unique. It is really the same kind of situation for which warrants are always used. They are used when money is not available in other ways, Parliament not being in session, for the purpose for which it is urgently required.

I have tried to make clear to you, and I know you were in the House when I tried to do it in my speech, that you surely could not argue that this section is somehow very different in quality than if it had read, "that there was thereby appropriated for the purposes of the fund a reserve amount, an available amount of \$800 million". No one would have argued that warrants were not available for additional money when Parliament was not in session in those circumstances.

The choice was made to make the section read in terms of an advance and then put a limit on the advance of \$800 million: it simply meant that the advance technique was used to get up to the \$800 million in that section and at that point there was no further money available. If there had been an appropriation of 800 million, in the section, the section could no longer be used for any additional money. When more money was required the warrants were available. That is why the situation was in legal essence not unique and why indeed the warrants were perfectly authorized under the Financial Administration Act.

Mr. Alexander: Mr. Minister, even though we are at loggerheads at this particular time, as I stated, that matter has been brought into question. You say that it does not really matter whether it is unique or not; it is so unique that it is brought into question in terms of its propriety subject to legal opinion.

Mr. Lang: It would be unique if the Conservatives did not bring almost anything into question.

Mr. Alexander: I have no further questions, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Reilly.

Mr. Reilly: Thank you, Mr. Chairman. I, for one, am grateful and I accept the compliment of the Minister for telling us that we are doing the job we were sent here to do.

I would like to ask him something about the matter we were pursuing before lunch. We found out from Mr. Cousineau, that some time early in December, Treasury Board approached the Unemployment Insurance Commission and asked the commission to forecast its requirements until February 8—that was in evidence this morning—and the commission did that. Are you, Mr. Lang, or is Mr. Cousineau able to tell us the date upon which that request came from Treasury Board?

• 1650

Mr. Lang: I do not have the actual date on which the communication from Treasury Board may have been made to the commission. There were discussions between the two, I am sure, throughout that period. The actual request for the warrant was made on December 11 and approved on December 14.

[Interpretation]

M. Lang: Je fais ceci.

M. Alexander: D'accord.

M. Lang: Cet article n'a rien à voir avec l'autre question. En tout cas, laissez-moi vous dire que je ne suis pas d'accord avec la déclaration légale que ce qui a été fait ici est unique. Je suis d'avis que c'est une conclusion légale plutôt qu'une conclusion de fait. Toute situation est unique dans le sens qu'elle se rapporte à une situation, un jour, un mois particuliers; dans ce genre de situation, on utilise toujours des mandats, lorsque l'argent n'est pas disponible par d'autres moyens, lorsque le Parlement ne siège pas, pour lequel il est requis d'urgence.

J'ai essayé de vous l'expliquer, et je sais que vous étiez à la Chambre lorsque j'ai essayé de le faire dans mon discours; vous ne pouvez certainement pas prétendre que cet article est très différent en qualité que s'il avait dit, «des réserves sont ainsi allouées au fonds d'un montant disponible de 800 millions de dollars». Personne n'aurait prétendu que le mandat n'était pas disponible pour des fonds supplémentaires alors que le Parlement ne siégeait pas.

On a fait le choix, dans cet article, du terme avance et, par la suite, de mettre une limite sur l'avance de 800 millions de dollars. Ceci voulait tout simplement dire que la technique d'avance était utilisée afin d'atteindre les 800 millions de dollars dans cet article et qu'à ce point il n'y avait plus de fonds disponibles. S'il y avait eu une affectation de crédit de 800 millions de dollars dans l'article, on ne pourrait plus se servir de l'article pour des fonds supplémentaires. C'est pourquoi la situation n'était pas légalement unique et c'est pourquoi les mandats étaient parfaitement autorisés en vertu de la Loi sur l'administration financière.

M. Alexander: Monsieur le ministre, même si nous ne sommes pas d'accord en ce moment, comme je l'ai dit, cette question a été soulevée. Vous dites que ce n'est pas important si c'est unique ou non; cette situation est tellement unique qu'elle est soulevée en ce qui concerne l'opportunité de la soumettre à un avis légal.

M. Lang: Elle serait unique si les conservateurs ne mettaient pas presque tout en doute.

M. Alexander: Je n'ai plus de question, monsieur le président.

Le président: Monsieur Reilly.

M. Reilly: Merci, monsieur le président. Moi, je suis reconnaissant et j'accepte le compliment de monsieur le ministre quant il nous dit que nous accomplissons la tâche pour laquelle on nous a envoyé ici.

J'aimerais lui poser une question sur ce dont nous avons discuté ce matin. M. Cousineau nous a dit qu'au début de décembre le Conseil du Trésor a demandé à la Commission d'assurance-chômage de prévoir les crédits dont elle aurait besoin jusqu'au 8 février—c'est inscrit au procès-verbal de ce matin—c'est exactement ce que la Commission a fait. Monsieur Lang ou M. Cousineau, pouvez-vous nous dire la date à laquelle cette demande a été faite de la part du Conseil du Trésor?

M. Lang: Je n'ai pas encore de date précise à ce sujet. Des pourparlers ont eu lieu entre les deux parties, j'en suis certain, durant toute cette période. La demande de mandat spéciale a été faite le 11 décembre et approuvée le 14 décembre.